

Brochure n° 3078

Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

AVENANT N° 95 DU 23 OCTOBRE 2009

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS

AU 1^{ER} JANVIER 2010

NOR : ASET0951233M

IDCC : 1000

Entre :

Le centre national des avocats employeurs (CNAE) ;

La chambre nationale des avocats en droit des affaires (CNADA) ;

La délégation patronale de la fédération nationale des unions des jeunes avocats (FNUJA) ;

Le syndicat des employeurs des avocats conseils d'entreprises (SEACE) ;

Le syndicat Avenir des barreaux de France patronal (ABFP) ;

Le syndicat des avocats de France (SAFE),

D'une part, et

La fédération CFDT professions judiciaires ;

La fédération des employés et cadres (FEC) CGT-FO ;

Le syndicat national du personnel d'encadrement et assimilés des cabinets d'avocats et activités connexes (SPAAC) CFE-CGC ;

Le syndicat national des employés et cadres des professions judiciaires et juridiques (SNECPJJ) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Augmentation des minima conventionnels

Les signataires du présent avenant décident, à compter du 1^{er} janvier 2010, une augmentation de 1 % des salaires minima comme suit.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM	VALEUR DU POINT
IV	207	1 366	6,60
	215	1 407	6,54
	225	1 438	6,39
	240	1 474	6,14
III	240	1 474	6,14
	250	1 534	6,14
	265	1 626	6,14
	270	1 656	6,14
	285	1 749	6,14
	300	1 841	6,14
	350	2 148	6,14
II	385	2 362	6,14
	410	2 516	6,14
	450	2 769	6,15
	480	2 945	6,14
I	510	3 130	6,14
	560	3 437	6,14

Il est rappelé que 13 mensualités doivent être payées en application de l'article 12 modifié par l'avenant 46 de la convention collective.

Article 2

Les partenaires sociaux s'engagent à se revoir fin juin-début juillet 2010, afin de prendre en compte l'évolution du contexte économique.

Fait à Paris, le 23 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)